



# ETUDE D'IMPACT

---

Juillet 2022

## **Extension du périmètre (Janvier 2023) :**

### **Historique :**

Dès le 4 mars 2016, l'ex-SMPVD a lancé avec l'ensemble des représentants des Communautés de communes et de la commune nouvelle de son périmètre et des territoires bordiers une réflexion sur la mise en œuvre de la compétence GEMAPI et la préfiguration d'un futur Syndicat sur un périmètre hydrographiquement cohérent. Cette discussion s'est concrétisée par le lancement le 7 octobre 2016 d'une étude de gouvernance pour la mise en œuvre de la compétence GEMAPI sur la Dordogne moyenne et la Cère aval.

A l'issue de la présentation des résultats de cette étude, des rencontres individuelles ont eu lieu de novembre 2017 à décembre 2018 entre Cauvaldor et l'ensemble des territoires bordiers pour échanger sur le projet de création du futur Syndicat. Le projet de périmètre et de statuts a été présenté le 04 juillet 2018 au comité de suivi de l'étude, puis une seconde fois le 15 février 2019 en présence des EPCI s'étant positionnés favorablement pour la création du Syndicat Mixte de la Dordogne Moyenne et de la Cère Aval (SMDMCA).

Par arrêté DCL/2019/067, ce syndicat a été créé au 1<sup>er</sup> janvier 2020 entre les EPCI Causses et Vallée de la Dordogne, Grand Figeac, Causse de Labastide Murat, Xaintrie Val Dordogne et Chataigneraie Cantalienne.

Les rencontres avec les territoires bordiers se sont poursuivies et la Communauté d'agglomération Tulle Agglo a sollicité son adhésion au SMDMCA au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### **Réglementation :**

Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 et plus particulièrement son article 27, relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, dite loi Engagement et Proximité.

Décret n°2020-1375 du 12 novembre 2020.

## Les territoires concernés (Janvier 2023) :

### Chiffres clés :

- **3 Régions**
- **3 Départements**
- **6 EPCI**
  - 3 lotois
  - 2 corréziens
  - 1 cantalien
- **2 022 km<sup>2</sup>**
- **69 252 hbts DGF**
- **1 814 km** de cours d'eau
- **137 km<sup>2</sup>** de zones inondables



## Les objectifs

**Le syndicat ne pourra intervenir que dans le cadre de missions qui relèvent de l'intérêt général et répondent aux objectifs suivants :**

- **Réduction de la vulnérabilité** des enjeux humains aux impacts des inondations
- **Préservation, entretien, restauration du fonctionnement des milieux aquatiques** ou d'une fraction de bassin hydrographique, en vue de **préserver/restaurer l'hydromorphologie des cours d'eau et le bon état des eaux ou de concourir à la réduction de l'aléa inondation**
- **Valorisation** de l'espace rivière, des milieux aquatiques et des milieux naturels
- **Animation et concertation** dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques

### **L'intérêt général en gestion de cours d'eau :**

L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation (Article L 210-1 du CE). Sa protection, sa mise en valeur [...] dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. **L'intérêt général est « ce qui est pour le bien public ».**

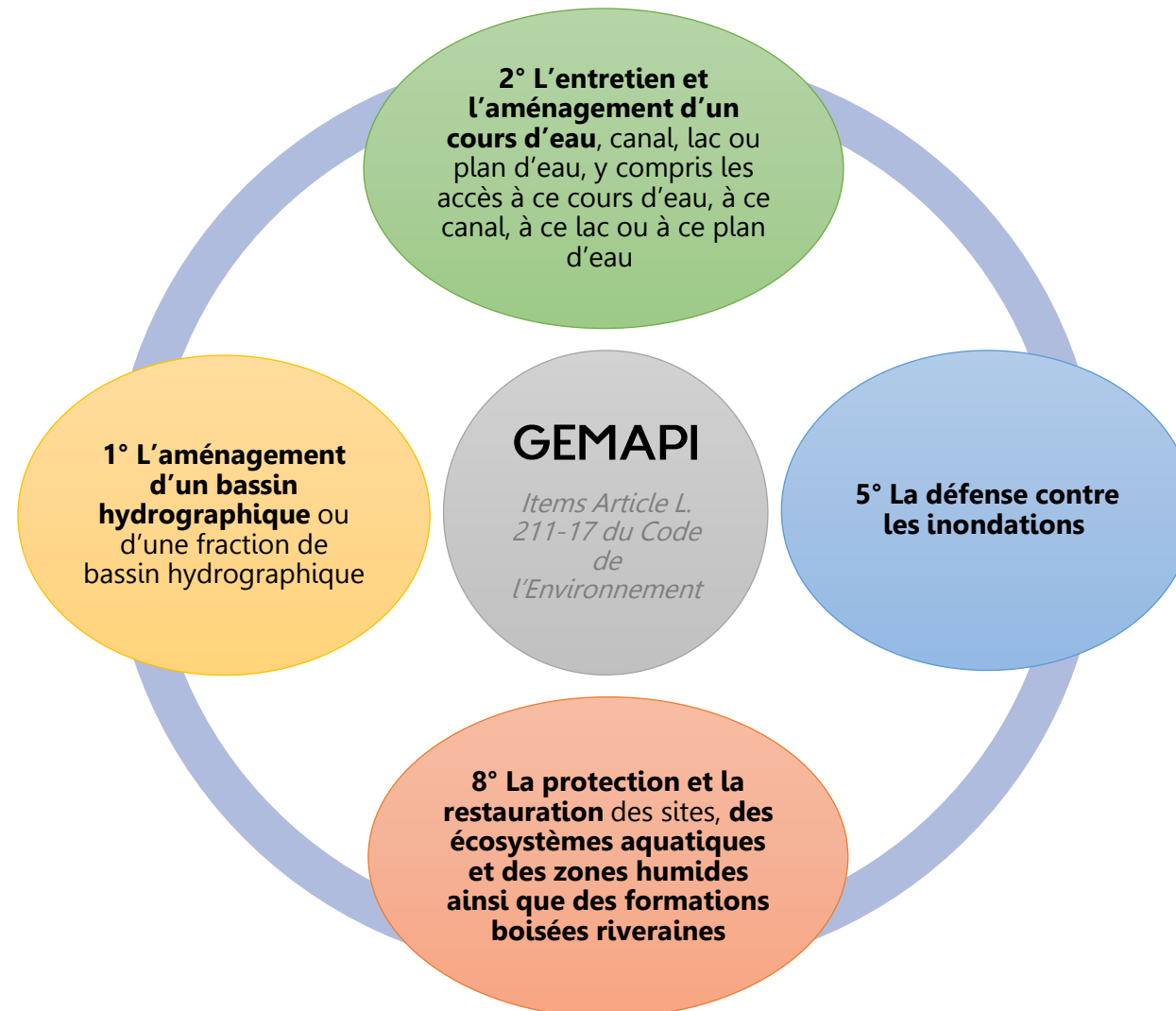
### **La responsabilité des propriétaires riverains :**

Les propriétaires riverains sont tenus à un **entretien régulier du cours d'eau** (art L 215-14 du CE) visant à :

- maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre,
- permettre l'écoulement naturel des eaux,
- contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique

## Mise en œuvre de la compétence GEMAPI : Carte 1

- **Carte 1. Obligatoire : Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention contre les inondations (GEMAPI)**





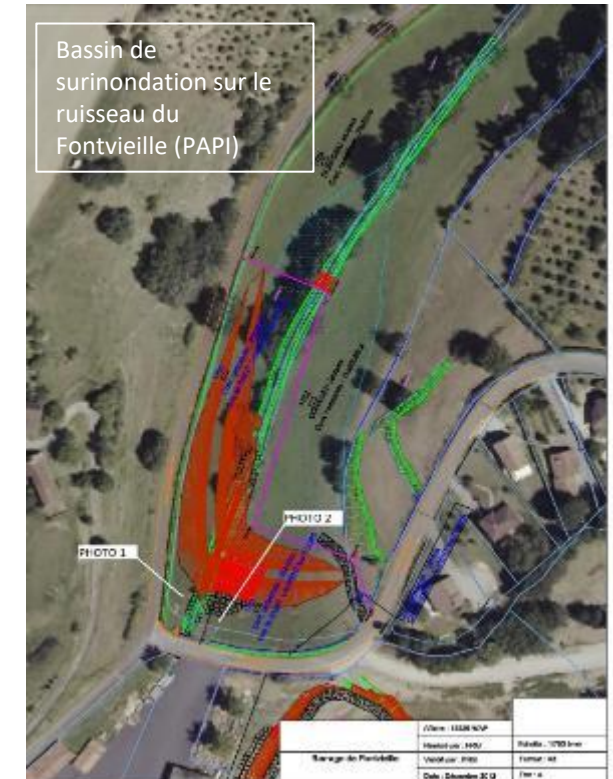
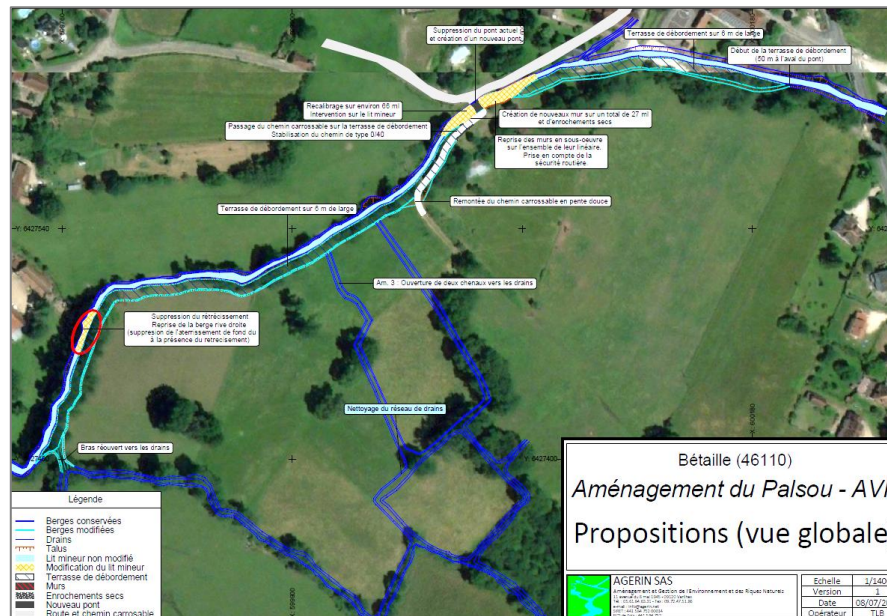
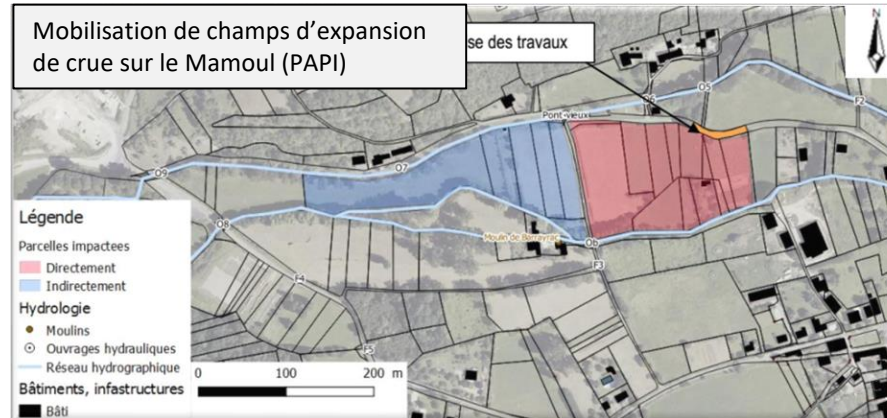
## Détails Carte 1 – Volet PI (Prévention des inondations) : quelques exemples

Volet PI

Amélioration de la connaissance du risque inondation  
Etude d'inondabilité (débordement cours d'eau ou ruissellement)  
Définition des zones à protéger et des systèmes d'endiguements ou aménagements hydrauliques

Actions de réduction de l'aléa (ralentissements des écoulements, aménagements de protections contre les crues, ...)

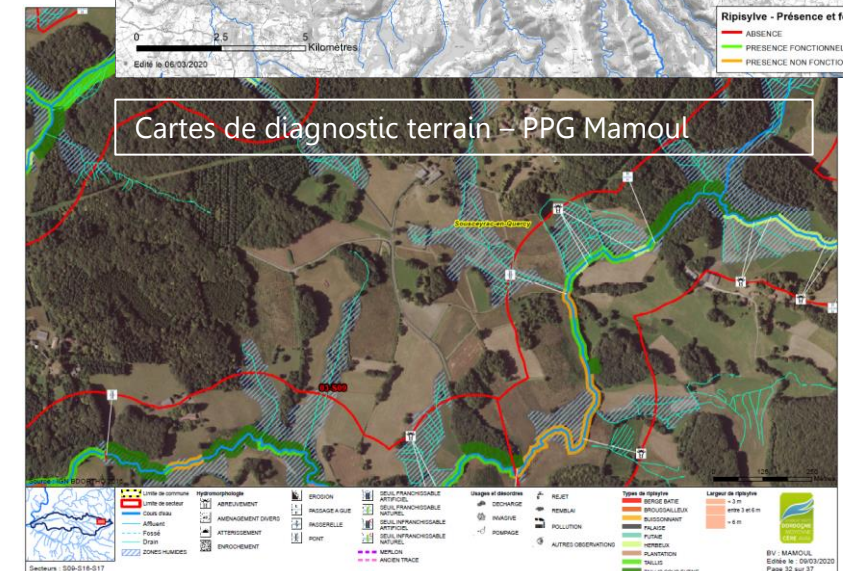
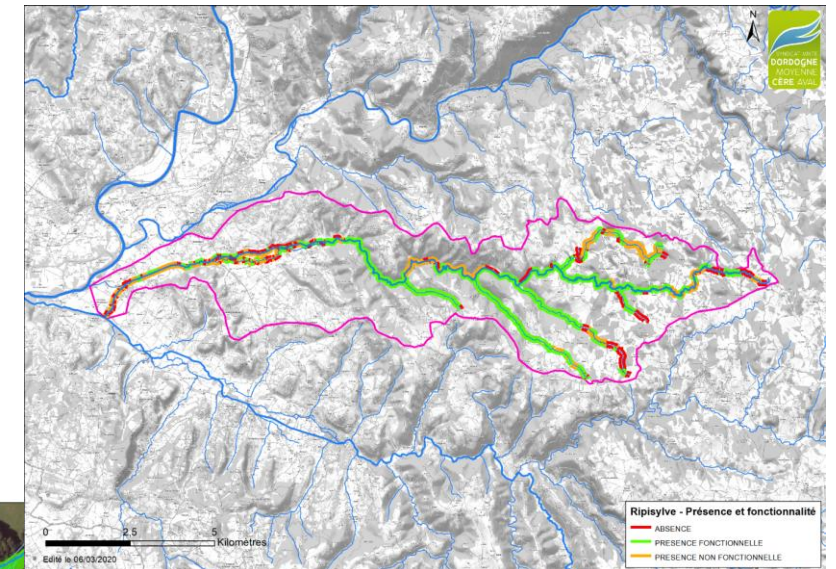
Gestion des ouvrages de protection





## Détails Carte 1 – Volet GEMA (Gestion des milieux aquatiques) : quelques exemples

Volet GEMA	Gestion des plans d'eau
	Gestion de la végétation et des embacles
	Restauration du corridor rivulaire
	Lutte contre les espèces invasives
	Gestion des zones humides (identification, préservation, restauration, reconquête, acquisition, etc...)
	Restauration de la continuité écologique - Etude
	Restauration de la continuité écologique - Travaux
	Restauration de la dynamique hydromorphologique (définition des espaces de mobilité, transport solide, reconnexion de méandres ou bras morts ...)
	Restauration du DPP
Réduction de l'impact du piétinement du bétail sur l'hydromorphologie des cours d'eau	



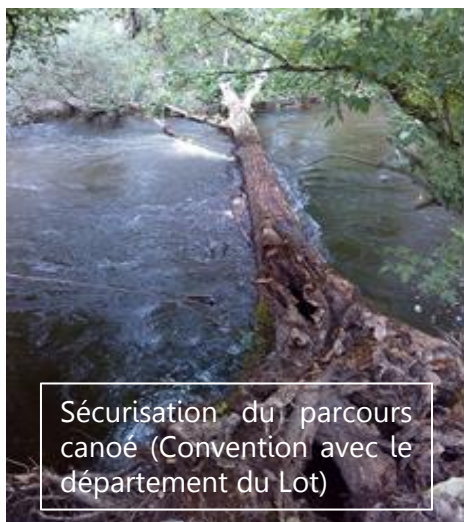


## Compétences complémentaires (cartes 2, 3 et mission d'appui technique)

### ➤ Carte 2. Compétences particulières complémentaires à la GEMAPI

Volet GEMA	Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols
	Réduction des pollutions diffuses
	Valorisation de l'espace rivière
Volet PI	Mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques (exemple des systèmes d'alerte)
	Actions de réduction de la vulnérabilité (prise en compte du risque dans les documents d'urbanisme, diagnostics et travaux)

*Missions assumées au titre de l'intérêt général parallèlement aux obligations imposées aux propriétaires, qui peuvent **répondre de manière générale à tout objectif du syndicat ou de manière complémentaire et intégrée** (notamment au sein de programmes d'actions de type PPG/PAPI/CPMA/CT ou autres) **aux objectifs fixés dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI.***



Création et développement de 5 systèmes d'alerte locaux de crues et mise en place d'une plateforme de suivi des données en direct (Outil Follow de Synapse)



## Compétences complémentaires

### ➤ Carte 3. Animation et gestion de la RNR du marais de Bonnefont (ne concerne que Cauvaldor - AUCUN CHANGEMENT)

Date de création : le 10 février 2011  
Localisation : Mayrinhac-Lentour (46)  
Superficie : 42 Ha  
Foncier : Cauvaldor et Commune de M-L  
Gestionnaire : SMDMCA et un partenaire, le parc naturel régional des Causses du Quercy



### ➤ 4. Mission d'appui technique/ Assistance à maîtrise d'ouvrage envers les collectivités membres ou les organismes ou personnes extérieurs publics ou privés (pas d'intérêt général, hors territoire...)



### Exemples :

#### Maîtrise d'ouvrage déléguée pour :

- La réalisation de protection de berge,
- L'effacement ou l'aménagement de plan d'eau,
- La gestion ou la modification d'ouvrages hydrauliques (canaux, vannes...)

## Application de la clef de répartition à 6 EPCI

### Détails données clef de répartition

EPCI-FP	Surface incluse (km <sup>2</sup> )		Population DGF 2021		Linéaire de cours d'eau (km)		Surface de zone inondable (km <sup>2</sup> )		Clé de répartition finale
CC CAUVALDOR	1282	63,42%	51476	74,33%	815	44,90%	126,68	92,19%	<b>68,71%</b>
CC Xaintrie Val'Dordogne	299	14,78%	7297	10,54%	465	25,71%	6,76	4,92%	<b>13,99%</b>
CC Chaigneraie cantalienne	116	5,75%	2000	2,89%	157	8,65%	0,69	0,50%	<b>4,44%</b>
CC Grand Figeac	268	13,24%	6771	9,78%	299	16,45%	3,08	2,24%	<b>10,43%</b>
CC Causses de Labastide Murat	24	1,17%	434	0,62%	0	0,0%	0,21	0,15%	<b>0,49%</b>
CA Tulle Agglo	33	1,64%	1274	1,84 %	78	4,29%	0,00	0,00%	<b>1,94%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2022</b>	<b>100%</b>	<b>69252</b>	<b>100%</b>	<b>1814</b>	<b>100%</b>	<b>137,42</b>	<b>100%</b>	

## Organisation de la gouvernance

- **Le comité syndical : Répartition des sièges déterminée par une clef de répartition** (fonction à parts égales de la surface, de la population DGF, du linéaire de cours d'eau et de la surface inondable des EPCI) et qui déterminera aussi la répartition financière des charges de structure.

EPCI-FP	Clef de répartition	Nombre de délégués titulaires	Nombre de délégués suppléants
CC CAUVALDOR	70,25 %	<b>10</b>	10
CC Xaintrie Val'Dordogne	13,91 %	<b>5</b>	5
CC Grand Figeac	10,71 %	<b>4</b>	4
CC Châtaigneraie cantalienne	4,66 %	<b>2</b>	2
CC Causses de Labastide Murat	0,47 %	<b>1</b>	1
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>22</b>	22

- **Président :**
- **4 vice-présidences thématiques :**
  - Vice-Président « **Administration générale et communication** »
  - Vice-Président « **Qualité de l'eau** »
  - Vice-Président « **Gestion des Milieux Aquatiques – zones humides** »
  - Vice-Président « **Prévention des inondations** »
- **Le bureau :**
  - Le bureau est composé par le Président et les Vice-Présidents ainsi que d'un membre supplémentaire



## Organisation de la gouvernance

- **Le comité syndical : Répartition des sièges déterminée par une clef de répartition** (fonction à parts égales de la surface, de la population DGF, du linéaire de cours d'eau et de la surface inondable des EPCI) et qui déterminera aussi la répartition financière des charges de structure.

EPCI-FP	Clef de répartition	Nombre de délégués titulaires	Nombre de délégués suppléants
CC CAUVALDOR	68,71 %	<b>11</b>	11
CC Xaintrie Val'Dordogne	13,99 %	<b>5</b>	5
CC Grand Figeac	10,43 %	<b>4</b>	4
CC Châtaigneraie cantalienne	4,44 %	<b>2</b>	2
CA Tulle Agglo	1,94 %	<b>1</b>	1
CC Causses de Labastide Murat	0,49 %	<b>1</b>	1
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>24</b>	24

- **Président :**
- **4 vice-présidences thématiques :**
  - Vice-Président « **Administration générale et communication** »
  - Vice-Président « **Qualité de l'eau** »
  - Vice-Président « **Gestion des Milieux Aquatiques – zones humides** »
  - Vice-Président « **Prévention des inondations** »
- **Le bureau :**
  - Le bureau est composé par le Président et les Vice-Présidents ainsi que de deux membres supplémentaires

# LE PERSONNEL SYNDICAL (sans changement)

**L'équipe** (9,77 ETP au total dont 1,57 ETP/RNR et 0,2 ETP/mise à disposition cauvador (SIG))



**BV Bave**  
**BV Tourmente, Sourdoire, Palsou**  
TR référent  
**Thomas ETIEN**



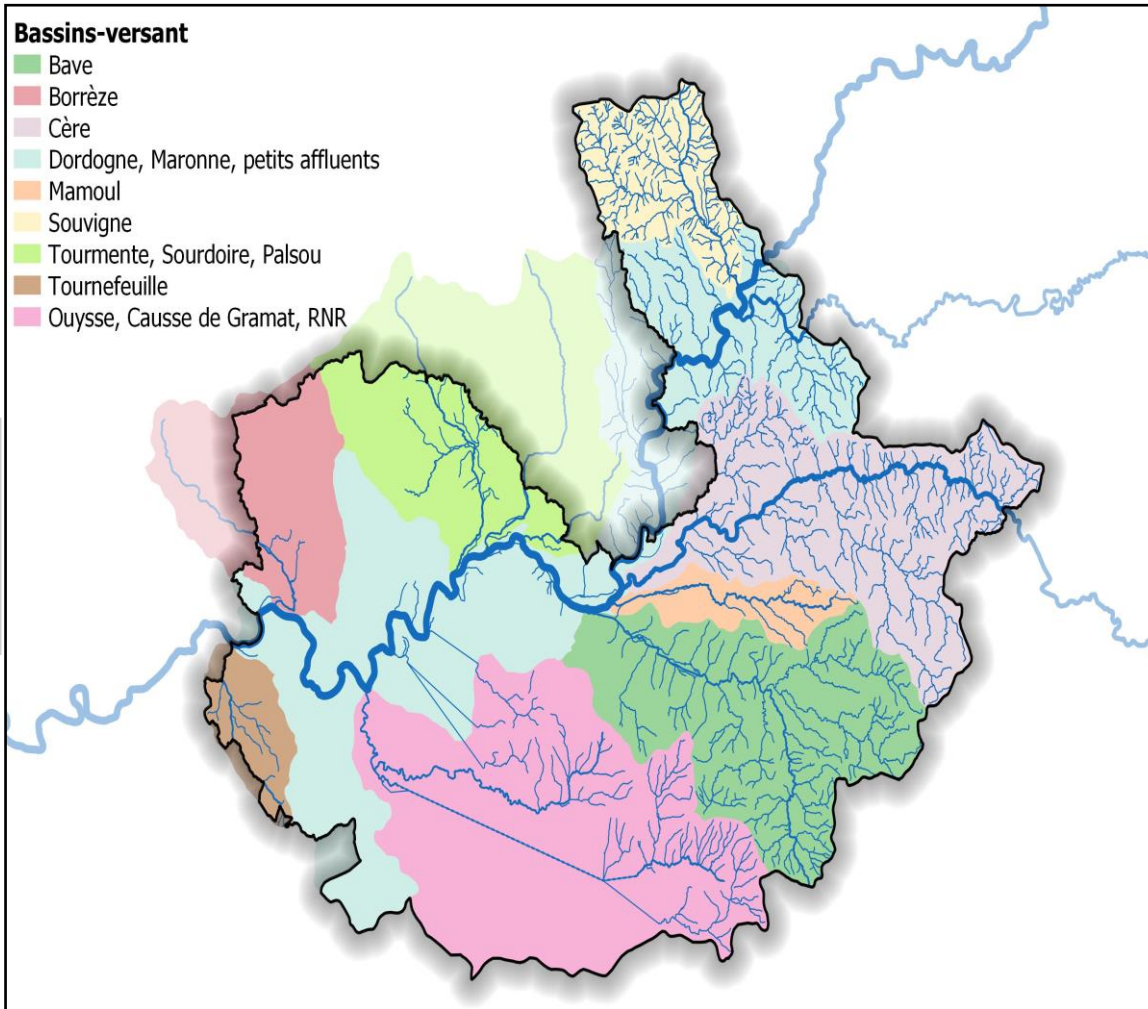
Chargée de mission  
GEMAPI et  
animatrice du CPT  
Bave, Cère, Mamoul  
**Barbara ANNETT**



**BV Ouyse**  
**BV Tournefeuille**  
TR référent  
**Sylvie MONNIN-MENARD**

## Bassins-versant

- Bave
- Borrèze
- Cère
- Dordogne, Maronne, petits affluents
- Mamoul
- Souvigne
- Tourmente, Sourdoire, Palsou
- Tournefeuille
- Ouyse, Causse de Gramat, RNR



**BV Cère aval**  
**BV Souvigne**  
TR référent  
**Florian LAFAGE**

**BV Dordogne moyenne Maronne aval - petits affluents**  
**BV Mamoul**  
TR référent  
**Lionel DUFAU**



Directrices administrative / technique  
**Valérie PETIT / Audrey LAROUSSE**



Assistante administrative  
**Alice GIGAN**



Géomaticienne  
**Nathalie TONSON**



**RNR du marais de Bonnefont**  
Conservatrice / Animatrice Nature  
**Sonia RECOPE / Anne-France POILLION**

# BUDGET : CHARGES ET ANIMATION DU SMDMCA

Estimation sur la base du budget 2022 (uniquement charges mutualisées) avec maintien du pourcentage des subventions

	TOTAL GENERAL	CAUVALDOR 68,71 %	XAINTRIE VAL DORDOGNE 13,99 %	GRAND FIGEAC 10,43 %	CHATAIGNER AIE CANTALIENN E 4,44 %	TULLE AGGLO 1,94 %	CAUSE LABASTIDE MURAT 0,49 %
<b>DEPENSES</b>							
011 - Charges à caractère général	91 270	62 713	12 769	9 519	4 052	1 770	447
012 - Charges de personnels et frais assimilés	444 960	305 733	62 250	46 409	19 756	8 632	2 180
65 - Autres Charges de gestion courante	42 160	28 968	5 898	4 397	1 872	818	207
Achat matériel / mobilier	12 450	8 553	1 742	1 299	553	242	61
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>590 840</b>	<b>405 967</b>	<b>82 659</b>	<b>61 624</b>	<b>26 233</b>	<b>11 462</b>	<b>2 895</b>
<b>RECETTES</b>							
74 - Dotations subventions	302 873	208 346	37 789	33 168	16 791	5 240	1 539
<b>77 - Produits exceptionnels (participation EPCI)</b>	<b>287 967</b>	<b>197 621</b>	<b>44 870</b>	<b>28 456</b>	<b>9 442</b>	<b>6 222</b>	<b>1 356</b>
<b>TOTAL RECETTES (hors reprise des résultats)</b>	<b>590 840</b>	<b>405 967</b>	<b>82 659</b>	<b>61 624</b>	<b>26 233</b>	<b>11 462</b>	<b>2 895</b>
<i>% des EPCI (2022)</i>		<i>70,25%</i>	<i>13,91 %</i>	<i>10,71 %</i>	<i>4,66 %</i>	<i>0,00 %</i>	<i>0,47 %</i>
<i>Pout info (dotations subventions 2022)</i>	<i>302 355,78</i>	<i>213 069,85</i>	<i>37 573,00</i>	<i>32 724,84</i>	<i>17 623,65</i>	<i>0,00</i>	<i>1 364,44</i>
<b><i>Pour info (participation EPCI 2022)</i></b>	<b><i>288 484,22</i></b>	<b><i>202 050,74</i></b>	<b><i>44 615,85</i></b>	<b><i>30 554,13</i></b>	<b><i>9 909,51</i></b>	<b><i>0,00</i></b>	<b><i>1 353,99</i></b>
<b><i>TOTAL RECETTES 2022 (hors reprise des résultats)</i></b>	<b><i>590 840,00</i></b>	<b><i>415 120,59</i></b>	<b><i>82 188,85</i></b>	<b><i>63 278,97</i></b>	<b><i>27 533,16</i></b>	<b><i>0,00</i></b>	<b><i>2 718,43</i></b>



# BUDGET : ACTIONS ET OPERATIONS DU SMDMCA

---

## **Actions et opérations**

Ces dépenses et recettes sont territorialisées.

Les dépenses d'une action bénéficiant à un EPCI sont fléchées sur celui-ci. Dans le cas d'une action transversale, une clé de répartition sera appliquée à la dépense.

Toutes les actions programmées au budget sont validées au préalable par chaque EPCI adhérent dans le cadre de réunions de travail sur ces propositions.

Ces participations seront versées au SMDMCA par les EPCI en plus des charges de structure du syndicat.

Emprunt (intérêt et capital) : pris en charge par les EPCI concernés.



Le 13/12/2021 : Délibération de Tulle Agglo pour solliciter adhésion au SMDMCA au 01/01/2023 (4 communes : LAGARDE-MARC-LA-TOUR, PANDRIGNES, SAINT PAUL et SAINTE FORTUNADE)



Fin 2° trimestre 2022 : Délibération du SMDMCA pour validation de cette adhésion avec un projet de statut et une étude d'impact (incidences financières sur les EPCI tant dépenses que recettes, organisation du SMDMCA au niveau ressources humaines).



3° Trimestre 2022 : Notification de cette décision avec les annexes aux EPCI membres pour délibération (3 mois de consultation ; passé ce délai, avis réputé favorable).



4° trimestre 2022 : Prise d'un arrêté inter-préfectoral pour entrée en vigueur au 1er janvier 2023.